



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 12 TREATY SERIES

SÉPULTURES MILITAIRES

Accord entre le COMMONWEALTH BRITANNIQUE
et la BELGIQUE.

Signé à Bruxelles, le 20 juillet 1951.

En vigueur le 20 juillet 1951.

WAR GRAVES

Agreement between the BRITISH COMMONWEALTH
and BELGIUM.

Signed at Brussels on July 20, 1951.

In force July 20, 1951.

43 279 481

43 208 242

6 3034914

6 1634434

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Imprimeur de la Reine et Queen's Printer and
Contrôleur de la Papeterie | Controller of Stationery
OTTAWA, 1952

Prix: 25 cents

Price: 25 cents

CANADA

SEPTUAGES MILITAIRES

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DE L'AUSTRALIE, DU CANADA, DE L'INDE, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DU PAKISTAN ET DE L'UNION SUD-AFRICAINE SUR LES CIMETIÈRES, LES SÉPULTURES ET LES MONUMENTS MILITAIRES DU COMMONWEALTH BRITANNIQUE EN TERRITOIRE BELGE.

Le Gouvernement belge d'une part,
et

Les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Australie, du Canada, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan et de l'Union Sud-Africaine (appelés ci-après "les pays du Commonwealth") d'autre part:

Désireux de proroger, sous réserve de modifications, les dispositions de l'Accord, signé à Bruxelles, le 13 juin 1919, entre le Gouvernement belge et le Gouvernement britannique, intitulé "Accord entre le Gouvernement belge et le Gouvernement britannique au sujet des sépultures militaires britanniques en territoire belge (appelé ci-après "l'Accord de 1919") et

Désirant en outre prendre des mesures relatives aux cimetières, sépultures et monuments de membres des forces armées des pays du Commonwealth, qui sont tombés au cours de la guerre 1939-1945 et qui ont été inhumés en territoire belge:

Ont décidé de conclure un accord aux fins précitées et sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

Le présent Accord s'applique aux cimetières, sépultures et monuments visés par l'Accord de 1919, ainsi qu'aux cimetières et sépultures situés en territoire belge, dans lesquels sont enterrés les corps des membres des Forces Armées des pays du Commonwealth tombés au cours de la guerre 1939-1945 et aux monuments qui sont ou pourront être érigés en leur honneur.

Dans le présent Accord, les expressions suivantes auront la signification qui leur est attribuée ci-après:

L'Expression "Cimetières, sépultures et monuments militaires du Commonwealth" comprend les cimetières, sépultures et monuments visés par l'Accord de 1919 ainsi que ceux de la guerre 1939-1945; si besoin en est, une distinction sera faite en employant les expressions "Cimetières, sépultures et monuments militaires 1914-1918 du Commonwealth" et "Cimetières, sépultures et monuments militaires 1939-1945 du Commonwealth" suivant les cas;

L'Expression "La Commission" désigne la Commission impériale des sépultures militaires constituée par la Charte Royale du 21 mai 1917.

ARTICLE 2

La Commission est reconnue par le Gouvernement belge comme le seul organisme chargé par les pays du Commonwealth de veiller en permanence sur le territoire belge à la conservation des cimetières, sépultures et monuments militaires du Commonwealth.

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF BELGIUM AND THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, AUSTRALIA, CANADA, INDIA, NEW ZEALAND, PAKISTAN AND THE UNION OF SOUTH AFRICA RESPECTING THE WAR CEMETERIES, GRAVES AND MEMORIALS OF THE BRITISH COMMONWEALTH IN BELGIAN TERRITORY.

The Government of Belgium of the one part:

and

The Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Australia, Canada, India, New Zealand, Pakistan and the Union of South Africa (hereinafter referred to as "the Commonwealth countries") of the other part:

Desiring to continue, subject to modifications, the provisions of an Agreement, signed at Brussels, on the 13th day of June 1919, between the Belgian Government and the British Government and entitled "Agreement between the Belgian Government and the British Government respecting British Military Graves in Belgian territory" (hereinafter referred to as "The Agreement of 1919"): and

Desiring further to make provision with regard to the Cemeteries, Graves and Memorials of members of the Armed Forces of the Commonwealth countries, who have fallen as a result of the War of 1939-1945 and have been interred in Belgian territory:

Have decided to conclude an Agreement for the purposes above-mentioned and have accordingly agreed as follows:—

ARTICLE 1

The present Agreement applies to the Cemeteries, Graves and Memorials for which provision was made by the Agreement of 1919 and also to the Cemeteries and Graves in Belgian territory in which are buried the bodies of members of the Armed Forces of the Commonwealth countries fallen in the War of 1939-45 and the Memorials erected, or which may be erected, in their honour.

In the present Agreement, the following expressions have the following meanings, respectively:—

"Commonwealth War Cemeteries, Graves and Memorials" include respectively both those for which provision was made by the Agreement of 1919 and those resulting from the War of 1939-45; where necessary, those of the two wars are distinguished as "Commonwealth 1914-18 War Cemeteries, Graves and Memorials" and "Commonwealth 1939-45 War Cemeteries, Graves and Memorials", respectively;

"The Commission" means the Imperial War Graves Commission incorporated by Royal Charter dated 21st May 1917.

ARTICLE 2

The Commission is recognised by the Belgian Government as the sole authority charged on behalf of the Commonwealth countries with the permanent care in Belgian territory of Commonwealth War Cemeteries, Graves and Memorials.

Le Gouvernement belge reconnaît à la Commission le droit d'agir en territoire belge en qualité d'association jouissant des droits civils d'un individu dans toutes les questions relatives aux cimetières, sépultures et monuments militaires du Commonwealth.

ARTICLE 3

Le Gouvernement belge accorde gratuitement et à perpétuité à la Commission le droit d'user librement des terrains situés en territoire belge choisis et utilisés soit comme cimetières permanents de la guerre 1939-1945 du Commonwealth, soit pour l'érection de monuments en l'honneur de membres des Forces Armées des pays du Commonwealth tombés au cours de la guerre 1939-1945. Lesdits terrains resteront toutefois la propriété de l'État belge.

Le Gouvernement belge s'engage à inviter les administrations communales à concéder gratuitement les terrains nécessaires dans leurs cimetières.

En outre, le Gouvernement belge confirme en ce qui concerne les cimetières, sépultures et monuments militaires 1914-1918 du Commonwealth, le droit d'user librement et à perpétuité des terrains qu'ils occupent en vertu de l'Accord anglo-franco-belge du 9 août 1917 et des dispositions de l'Accord de 1919.

ARTICLE 4

La Commission pourra transférer dans les cimetières militaires du Commonwealth les sépultures militaires du Commonwealth qui ne se trouvent pas dans lesdits cimetières, lorsqu'elle le jugera nécessaire soit parce que ces sépultures sont isolées soit pour toute autre raison.

Le Gouvernement belge chargera les autorités belges compétentes d'accorder les autorisations nécessaires en vue de l'exhumation et du transport des corps qui doivent être transférés.

Si, pour grouper les sépultures visées au paragraphe 1 du présent article, la Commission estime nécessaire de créer de nouveaux cimetières, elle soumettra des propositions au Gouvernement belge qui examinera avec bienveillance si des mesures peuvent être prises pour acquérir les terrains nécessaires, conformément aux dispositions de l'article 3.

ARTICLE 5

Le Gouvernement belge reconnaît à la Commission le droit d'assurer à ses propres frais l'aménagement, la construction, l'entretien et la garde des cimetières militaires 1939-1945 du Commonwealth.

La Commission est en conséquence autorisée à enclore les cimetières visés au paragraphe 1 du présent article, à les aménager et à les construire suivant un plan approuvé par elle, à y établir des monuments funéraires ou d'autres constructions, à y faire des plantations, à réglementer la visite des cimetières et à désigner les personnes chargées de les garder. Ces personnes pourront être des ressortissants des pays du Commonwealth.

Les questions relatives à l'aménagement des sépultures militaires 1939-1945 du Commonwealth situées dans les cimetières communaux seront réglées par la Commission et les autorités communales conjointement avec le Ministre compétent ou l'administration centrale intéressées.

La Commission est en outre autorisée à assurer l'aménagement des sépultures militaires 1939-1945 du Commonwealth situées dans des cimetières appartenant à l'État ou à des communes qui contiennent en outre des sépultures militaires belges ou alliées. Si la Commission estime qu'il conviendrait d'adopter un plan commun d'aménagement dans un cimetière mixte, elle soumettra ces propositions aux autorités belges compétentes qui statueront.

The Belgian Government recognises the right of the Commission to act in Belgian territory as an Association possessing the civil rights of an individual in all that concerns the Commonwealth War Cemeteries, Graves and Memorials.

ARTICLE 3

The Belgian Government grants to the Commission free of cost and in perpetuity the free use of the lands situated in Belgian territory, chosen and utilised either as permanent Commonwealth 1939-45 War Cemeteries or for the construction of monuments to commemorate members of the Armed Forces of the Commonwealth countries fallen in the War of 1939-45. Nevertheless the said lands shall remain the property of the Belgian State.

The Belgian Government undertakes to invite the communal authorities to grant free of cost the necessary ground in their Cemeteries.

The Belgian Government further confirms in regard to the Commonwealth 1914-18 War Cemeteries, Graves and Memorials, the grant of the free and perpetual use of the lands occupied by the same in virtue of the Anglo-Franco-Belgian Agreement of the 9th August 1917 and the provisions of the Agreement of 1919.

ARTICLE 4

The Commission shall be at liberty to transfer into Commonwealth War Cemeteries such Commonwealth War Graves lying outside those Cemeteries as it may deem necessary whether on account of the isolated position of any such Graves or for any other reason.

The Belgian Government will arrange for the competent Belgian authorities to grant the necessary permits for the exhumation and transport of the bodies to be so transferred.

If, in order to group together any such Graves as are referred to in paragraph (1) of this Article, the Commission shall recognise as necessary the creation of new Cemeteries, it shall submit its proposals to the Belgian Government, who will favourably consider whether steps can be taken for the acquisition of the land for the purpose in accordance with the provisions of Article 3.

ARTICLE 5

As regards the Commonwealth 1939-45 War Cemeteries, the Belgian Government recognises the right of the Commission at its own cost to ensure and provide for the lay-out, construction maintenance and control of the same.

The Commission is accordingly authorised to enclose the Cemeteries referred to in paragraph (1) of this Article, to lay them out and construct them on a system approved by the Commission to erect in them sepulchral monuments or other structures, to make plantations in them, to enact regulations governing visits to them, and to select persons to take charge of them. Such persons may be nationals of the Commonwealth countries.

Questions relative to the lay-out of Commonwealth 1939-45 War Graves situated in Communal Cemeteries shall be decided by the Commission and the Communal authorities with the assistance of the competent Minister or central authority concerned.

The Commission is further authorised to provide for the lay-out of Commonwealth 1939-45 War Graves situated in Cemeteries belonging to the State or Communes which, in addition to such Graves, contain also Belgian or allied military Graves. When the Commission considers it desirable that a common system of lay-out should be adopted for a mixed Cemetery, it shall submit its proposals to the competent Belgian authority, who shall decide the matter.

ARTICLE 6

En ce qui concerne les cimetières, les sépultures et les monuments militaires 1914-1918 du Commonwealth, le présent Accord proroge expressément et maintient en vigueur le droit que la Commission a exercé jusqu'à présent en vertu de l'Accord de 1919, d'assurer à ses propres frais l'aménagement desdits cimetières, sépultures et monuments, d'édicter et de maintenir en application les règlements relatifs aux visites auxdits cimetières, et de désigner les personnes chargées de les garder; celles-ci pourront être des ressortissants des pays du Commonwealth.

En outre, le Gouvernement belge reconnaît à la Commission la liberté d'affecter, si elle le juge utile, le terrain libre dans lesdits cimetières à des sépultures militaires 1939-1945 du Commonwealth, d'y établir de nouveaux monuments, constructions ou plantations et d'y apporter les modifications qu'elle jugera nécessaires.

ARTICLE 7

L'exhumation des corps reposant dans les cimetières et sépultures militaires du Commonwealth pour être transportés (soit tels quels, soit après incinération) dans une partie quelconque du Commonwealth ou vers toute autre destination en dehors de la Belgique ou du territoire belge où ils sont inhumés, étant contraire à la politique ou du territoire belge où ils sont inhumés, étant contraire à la politique déclarée des pays du Commonwealth, ne sera pas autorisée et le Gouvernement belge s'engage à donner les instructions nécessaires aux autorités compétentes pour qu'elles rejettent toute demande d'autorisation d'exhumer ou de transporter ces corps.

L'exhumation desdits corps, pour être réunis ou regroupés en Belgique ou sur le territoire belge, ne pourra avoir lieu que si elle est faite par la Commission ou avec son autorisation expresse.

ARTICLE 8

Les demandes d'autorisation pour ériger un monument destiné à rappeler un fait d'armes des Forces Armées des pays du Commonwealth ou d'une unité de celles-ci seront présentées par la Commission à l'agrément du Gouvernement belge.

Si une demande de cette nature était adressée directement au Gouvernement belge, celui-ci la transmettrait à la Commission avant de prendre une décision et examinerait, d'accord avec la Commission, la suite qui doit lui être réservée.

ARTICLE 9

Le Comité anglo-belge constitué par la Commission en vertu des dispositions de l'article 6 de l'Accord de 1919 sera remplacé par un Comité mixte institué par la Commission, qui sera appelé Comité mixte du Commonwealth et de la Belgique et qui sera composé de la manière indiquée à l'article suivant. Ce Comité sera chargé de représenter la Commission en territoire belge auprès des autorités militaires et civiles compétentes et d'exercer notamment au nom de la Commission tout ou partie des droits qui lui sont reconnus par le présent Accord. Ce Comité aura qualité pour accomplir au nom de la Commission, dans les limites des pouvoirs que la Commission lui délèguera, tous les actes civils nécessaires pour remplir sa mission.

ARTICLE 6

As regards the Commonwealth 1914-18 War Cemeteries, Graves and Memorials, the present Agreement expressly preserves and continues the rights of the Commission, as hitherto exercised pursuant to the Agreement of 1919, to ensure and provide at its own cost for the maintenance of the said Cemeteries, Graves and Memorials, to enact or continue regulations governing visits to such Cemeteries and to select the persons to take charge of them, who may be nationals of the Commonwealth countries.

The Belgian Government further agrees that the Commission shall be at liberty, if it sees fit, to utilise vacant space in any such Cemeteries for the reception of Commonwealth 1939-45 War Graves and to establish such additional monuments, structures or plantations and make such improvements therein as it may consider necessary.

ARTICLE 7

The exhumation of bodies from the Commonwealth War Cemeteries and Graves for transport (whether in their existing state or after cremation) to any part of the Commonwealth or to any other destination outside Belgium or the Belgian territory where they are respectively interred, being contrary to the declared policy of the Commonwealth countries, no such exhumation shall be permitted, and the Belgian Government undertakes to instruct the competent authorities to refuse all applications for permission to effect such exhumations or removals of bodies.

The exhumation of such bodies for purposes of concentration or regrouping within Belgium or Belgian territory, respectively, shall only be permitted if effected by or with the express authority of the Commission.

ARTICLE 8

Requests for permission to erect any monument designed to recall a feat of arms of the Armed Forces of the Commonwealth countries or of any unit of those forces shall be presented by the Commission to the Belgian Government for its concurrence.

Should a request of this nature be made direct to the Belgian Government, the latter shall refer it to the Commission before giving any decision, and shall consider in agreement with the Commission what action shall be taken thereon.

ARTICLE 9

In place of the mixed Anglo-Belgian Committee appointed by the Commission pursuant to the provisions of Article 6 of the Agreement of 1919, the Commission shall appoint a joint Committee, to be entitled the Commonwealth-Belgian Joint Committee and composed as laid down in the next following Article, to represent the Commission in Belgian territory in its relations with the appropriate authorities, both military and civil, and especially to exercise in the name of the Commission all or part of the rights reserved to it under the present Agreement. This Committee shall be competent to perform in the name of the Commission and within the limits of the powers delegated to it by the latter, all civil acts necessary to enable it to fulfil its objects.

ARTICLE 10

Le Comité visé à l'article 9 du présent Accord sera composé de vingt membres au plus, parmi lesquels il y aura au plus huit membres d'honneur dont quatre représenteront la Belgique et dont les autres représenteront les pays du Commonwealth et au plus douze membres techniques dont six représenteront la Belgique et dont les autres représenteront les pays précités.

Les membres belges seront nommés par la Commission, sur recommandation du Gouvernement belge, qui sera demandée et transmise par la voie diplomatique.

Les membres d'honneur belges seront choisis parmi les personnes qui se sont illustrées dans la Marine, l'Armée ou l'Aviation, les Lettres, les Arts ou les Sciences.

Les membres techniques belges seront choisis en raison des fonctions administratives qu'ils occupent et représenteront les départements ministériels que le Gouvernement belge et la Commission désigneront de commun accord. Ils cesseront de faire partie du Comité du jour où ils cesseront de remplir leurs fonctions dans le Département. Le Gouvernement belge s'engage à notifier à la Commission tout changement intervenu parmi les membres techniques belges.

La Commission désignera le Secrétaire Général du Comité.

ARTICLE 11

Le Gouvernement belge convient d'assimiler la Commission à l'État belge pour l'application des lois relatives aux taxes et impôts directs au profit de l'État, des provinces et des communes et aux droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, de succession et de timbre.

La Commission pourra importer ou acheter en Belgique, en exemption de tous impôts (droits d'entrée, droits d'accise, et taxes assimilées au timbre) le matériel, les approvisionnements et les marchandises nécessaires à ses propres besoins ou à l'aménagement, la décoration et l'entretien des cimetières et des sépultures militaires et à l'édification et à l'entretien des monuments commémoratifs.

La Commission bénéficiera de la même exemption pour tous les travaux et prestations qu'elle commandera directement aux mêmes fins.

La Commission prendra les mesures nécessaires pour qu'aucune des marchandises importées ou achetées en exemption d'impôts ne soit cédée en Belgique, sans l'accord préalable du Gouvernement belge.

Les véhicules à moteur importés temporairement par la Commission et destinés à son usage ou à celui de ses membres de nationalité étrangère (non belge) bénéficieront de la franchise temporaire des droits d'entrée et de la taxe de luxe.

Les modalités d'application des exemptions prévues par le présent article seront établies par les autorités compétentes en accord avec la Commission.

Le Gouvernement belge est d'accord pour que, dans tout cas particulier prévu au présent article, un certificat signé au nom de la Commission et attestant que l'exemption est demandée en vue de l'exercice officiel des fonctions de la Commission soit accepté par les autorités intéressées comme preuve suffisante pour obtenir l'exemption. Le Secrétaire Général du Comité mixte enverra audit Gouvernement, chaque fois qu'il y aura lieu de le faire, la liste des fonctionnaires de la Commission autorisés à signer ces certificats.

ARTICLE 10

The Committee referred to in Article 9 hereof shall be composed of not more than twenty members comprising not more than eight honorary members of whom four shall represent Belgium and the others the Commonwealth countries, and not more than twelve official members, of whom six shall represent Belgium and the others the Commonwealth countries.

The Belgian members shall be appointed by the Commission on the recommendation of the Belgian Government which shall be requested and transmitted through the diplomatic channel.

The Belgian honorary members shall be chosen from persons who have won distinction in the Navy, Army or Air Force, in Letters, Art or Science.

The Belgian official members shall be chosen in virtue of the administrative functions exercised by them and shall be representatives from such Government Departments as may be agreed upon between the Belgian Government and the Commission. They shall cease to form part of the Committee from the day when they vacate their functions in the Departments. The Belgian Government undertakes to notify the Commission of all changes which may take place amongst the Belgian official members.

The Commission shall appoint the Secretary-General of the Committee.

ARTICLE 11

The Belgian Government agrees to treat the Commission on the same footing as the Belgian State for the purpose of the application of the laws relating to direct taxes and duties imposed for the benefit of the State, the provinces and the communes, and the laws relating to registration fees, court fees, mortgage fees, succession duties and stamp duties.

The Commission may import into or buy in Belgium, free of all duties (import duties, excise duties and taxes assimilated to stamp duties) the equipment, supplies and commodities necessary for its own needs or for the laying out, embellishment and maintenance of the military Cemeteries and Graves and for the construction and maintenance of commemorative monuments.

The Commission shall benefit from the same exemption in respect of all works and goods or services which it orders directly for the same purposes.

The Commission shall take the necessary steps to ensure that no commodities imported or bought duty free are disposed of in Belgium without the previous consent of the Belgian Government.

Motor vehicles imported temporarily by the Commission and intended for the use of the Commission or of its officials of foreign (non-Belgian) nationality shall benefit by temporary exemption from import duties and luxury tax.

The methods of applying the exemptions provided for in the present Article shall be settled by the competent authorities in agreement with the Commission.

The Belgian Government agrees that in any particular case under this Article a certificate signed on behalf of the Commission to the effect that the exemption is claimed for the purpose of the official exercise of the Commission's functions shall be accepted by the authorities concerned as sufficient evidence to that effect. The officials of the Commission having competence to sign such certificates shall be notified from time to time to the said Government by the Secretary-General of the Joint Committee.

ARTICLE 12

Dans l'exercice des droits que lui confère le présent Accord, la Commission devra se conformer aux lois et règlements en vigueur en Belgique et sur le territoire belge, sauf si les dispositions du présent Accord l'en dispensent.

ARTICLE 13

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature et, à partir de ce moment, l'Accord de 1919 (sous réserve des dispositions de l'article 3, paragraphe 2, et de l'article 6, paragraphe 1 du présent Accord) prendra fin, sans préjudice de tout ce qui aura été fait en vertu dudit Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord qu'ils ont revêtu de leur sceau.

Fait à Bruxelles, le 20 juillet 1951, dans les langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé aux Archives du Gouvernement belge, qui en délivrera des copies certifiées conformes aux autres Gouvernements signataires.

(Suivent les noms des signataires pour la Belgique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Australie, le Canada, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et l'Union Sud-Africaine.)

ARTICLE 12

In exercising the rights conferred by the present Agreement, the Commission shall conform to the laws and regulations in force in Belgium and Belgian territory save in so far as it is exempted from so doing by the provisions of the present Agreement.

ARTICLE 13

The present Agreement shall come into force as from the date of signature and therefrom the Agreement of 1919 shall (subject to the provisions of Article 3 paragraph (2) and Article 6 paragraph (1) of the present Agreement) terminate but without prejudice to anything previously done under it.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Brussels, this 20th day of July 1951, in French and English, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of Belgium, by whom certified copies shall be sent to the other signatory Governments.

(Here follow the names of the signatories for Belgium, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Australia, Canada, India, New Zealand, Pakistan and the Union of South Africa.)

In force September 1, 1951.

IMPÔTS
IMPOSITIONS
sur le revenu

Accord entre le Canada et la Suède

Signé à Ottawa le 6 avril 1951

Echange des instruments de ratification
à Stockholm le 1^{er} septembre 1951

En vigueur le 1^{er} septembre 1951

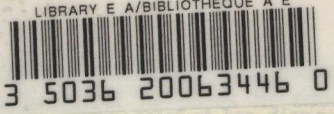
243

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., C.M.A., B.Sc.
Queen's Printer and Controller of Stationery
OTTAWA, 1951

1951 No. 13

11 01

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



In exercising the rights conferred by the present Agreement, the signatories shall conform to the laws and regulations of the territory save in so far as it is exempted from so doing by the provisions of the present Agreement.

ARTICLE 13

ARTICLE 13

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature et, à partir de ce moment, il aura effet dans le territoire de chaque signataire. Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature et, à partir de ce moment, il aura effet dans le territoire de chaque signataire. The present Agreement shall come into force as from the date of signature and shall conform to the laws and regulations of the territory save in so far as it is exempted from so doing by the provisions of the present Agreement. (Here follow the names of the signatories for Belgium, the United Kingdom, Great Britain and Northern Ireland, Australia, Canada, India, New Zealand, East Africa and the Union of South Africa.)